

Dire « stop » dans la rue

dimanche 14 octobre 2007, par [TREPÈRE Galia](#) (Date de rédaction antérieure : 11 octobre 2007).

« *Aujourd'hui, l'homme de la rue nous dit : continuez* », déclarait Fillon, il y a une dizaine de jours, en annonçant qu'il irait, comme l'a fait aussi Sarkozy peu de temps après, jusqu'au bout des réformes. Mais leurs « amis » de l'UMP, au sein même de la majorité gouvernementale, n'ont pas la même assurance. À l'approche des élections municipales, ils s'inquiètent du mécontentement que suscite la politique du gouvernement. « Si les heures supplémentaires ne sont pas au rendez-vous, la sanction de mars sera radicale », déclarait ainsi le député UMP Pierre Méhaignerie. Le patronat applaudit au « *travailler plus pour gagner plus* » de Sarkozy, mais combien de salariés font déjà, lorsque leur patron l'exige au nom des besoins de la production, bien plus que 35 heures sans être payés en heures supplémentaires, par le biais de l'annualisation et de la flexibilité.

Aussi, même cette mesure réactionnaire que Sarkozy présentait comme la solution à la baisse du pouvoir d'achat, se révèle-t-elle pour ce qu'elle est : du bluff. Tandis que toutes les dispositions, fiscales ou autres, prises par le gouvernement pour servir les plus riches, se traduisent déjà, elles, en espèces sonnantes et trébuchantes. Ce sont quelque 2 400 privilégiés qui viennent de recevoir l'assurance d'être remboursés par l'État, au titre d'un trop perçu du fait de la mise en place du bouclier fiscal, de plus de 50 000 euros en moyenne chacun, avec des pointes à plus de 90 000 euros à Paris ou dans le Nord-Pas-de-Calais. Or, à compter du 1^{er} janvier prochain, le bouclier fiscal, qui limite les impôts à verser à 60 % des revenus, sera abaissé à 50 %, et prendra en compte la CSG et le CRDS.

Et que dire de l'affaire EADS, avec ses délits d'initié qui ont rapporté quelques millions d'euros à tous les dirigeants du trust - au moment où celui-ci annonçait des milliers de licenciements - et avec la complicité d'un gouvernement dans lequel figurait déjà Sarkozy ? Mais c'est bien toute la politique de Sarkozy et de ses ministres qui relève du même délit d'initié, de la même escroquerie, pour détourner vers les classes privilégiées une part toujours plus importante des richesses produites par le monde du travail, pour permettre aux actionnaires des trusts de mettre la main sur les secteurs rentables des services publics.

Il leur faut pour cela s'en prendre à tous les acquis sociaux, à tous les progrès dus aux luttes et à la pression des couches populaires. C'est la protection sociale, Sécurité sociale ou retraites, dont ils veulent faire un marché juteux pour les assurances ou les fonds de pension, après les avoir laminées par des mesures comme les franchises médicales ou l'allongement du nombre d'années de cotisation, en commençant par les régimes spéciaux. C'est l'assurance déjà bien précaire de maigres indemnités pour les chômeurs qu'ils veulent remettre en cause en fusionnant l'ANPE et l'Unedic, afin de mieux contrôler et sanctionner tous ceux que leur politique prive d'emploi. En même temps qu'ils entreprennent de détruire la fonction publique, en diminuant le nombre de ses salariés et en faisant disparaître leur statut. Tout comme ils veulent aussi en finir avec le CDI et toute possibilité de se défendre contre le licenciement.

Cette offensive se présente sous la forme de différents dossiers, de multiples réformes, mais elle est guidée par une seule préoccupation, réduire les travailleurs au maximum de précarité, les mettre à la merci du patronat pour que celui-ci puisse encore abaisser le coût du travail. Ce n'est pas « *une politique d'austérité* », nous dit Sarkozy, c'est seulement la recherche de plus de « *compétitivité* » pour les entreprises. Mais qu'a rapporté aux couches populaires cette « compétitivité », qui s'est

traduite l'an dernier par 100 milliards d'euros de bénéfices pour les entreprises du CAC 40 ? Rien et pour cause, puisqu'elle est fondée sur la précarisation du monde du travail et conduit à l'appauvrissement de la population.

Dans les deux semaines à venir, se discutent et se préparent plusieurs journées de mobilisation : le 13 octobre, contre les conditions de travail responsables d'accidents et de maladies professionnelles ; le 18 octobre, contre la réforme des régimes spéciaux et des retraites ; le 20 octobre, contre la loi Hortefeux et la politique de répression contre les immigrés. D'ores et déjà, la pression et l'activité de salariés, de syndicalistes, de militants se traduisent par une perspective de mobilisation importante lors de la journée du 18 octobre, à laquelle participeront les cheminots, les électriciens et les gaziers, les salariés de la RATP, de l'ANPE, et les travailleurs de nombreux secteurs de la fonction publique, dont les enseignants ou les employés des impôts.

C'est un premier pas vers le mouvement d'ensemble nécessaire pour dire assez à l'arrogance du pouvoir et des riches, pour stopper leur offensive destructrice, pour affirmer et imposer les exigences qui répondent aux besoins, sociaux, démocratiques, humains, de la population.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2222 du 11 octobre 2007.